

EDUCATION

"L'art et la difficulté d'enseigner"

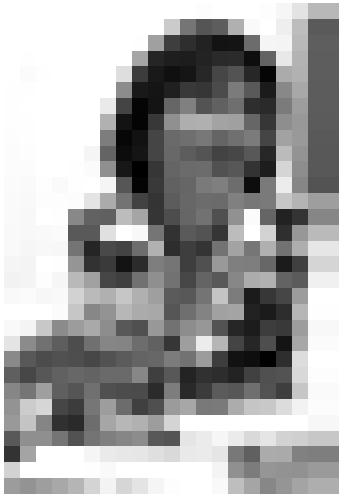
Peu avant les vacances scolaires, le woxx s'est entretenu avec Monique Adam et Guy Foetz du "Syndikat Erzéiung a Wëssenschaft" (SEW) de l'OGBL. A l'ordre du jour: les négociations autour de la tâche de l'enseignant et le conflit opposant le Comité de cogestion de la ville de Luxembourg à Viviane Loschetter.

woxx: *Commençons par l'actualité. Le Comité de cogestion de la ville de Luxembourg est en conflit avec l'échevine Viviane Loschetter au sujet du modèle pédagogique dans l'enseignement primaire. Dans un communiqué de presse du comité, il est question de deux approches pédagogiques différentes qui opposent le projet du comité et celui du Groupe luxembourgeois éducation nouvelle (Glen) qui a les faveurs de Mme Loschetter. Quelles sont ces différences?*

Monique Adam: Notre projet se différencie de ce qui se fait actuellement avec les foyers dans le sens où il y a une équipe enseignants-éducateurs qui collabore. Il se différencie dans le sens où la proposition du Glen est très éloignée du programme scolaire normal. Nous avons un cours disciplinaire normal en matinée de 20 heures et 10 heures de cours interdisciplinaires. Nous voulions en fait aussi que ce projet soit évalué. Que l'on puisse le comparer avec un groupe d'enseignement traditionnel. Le projet du Glen me semble très difficilement évaluable en comparaison avec un tel groupe. Mais nous n'étions pas opposés au projet du Glen, nous avions même une entrevue avec lui. Ce qui nous dérange principalement avec ce projet, c'est le caractère étatique de l'école qu'il propose sur le territoire de la commune de Luxembourg. Cette école ne s'intègre pas dans un quartier. Quels parents pourront envoyer leurs enfants dans une telle école? Ce sont ceux qui ont les moyens de les emmener le matin et de venir les chercher le soir. A cet âge, on ne met pas les enfants tout seuls dans un bus. Ce serait donc une école qui ne s'adresserait pas à toutes les couches de la population.

Ce n'est pas ce que le Glen recherche.

M.A.: Oui, je sais! Le Glen ne veut pas d'école élitaire. Mais cela risque de le devenir par la force des choses, du fait même que ce n'est pas une école de quartier. Le Glen dit d'ailleurs que dans l'idéal, il voudrait une école de quartier. Mais il faut savoir que cette école aura un programme différent et il sera difficile de trouver dans un quartier assez de parents qui veulent envoyer leurs enfants dans une école où le programme est tout à fait différent. Nous sommes plutôt en faveur d'une "Ganzdagsschoul". Dans des grands quartiers comme Bonnevoie, la Gare ou Gasperich, il y a de toute façon déjà beaucoup d'enfants qui fréquentent les foyers scolaires. Nous proposons qu'il y ait une Ganzdagsschoul pour un seul cycle. Les autres auraient l'horaire traditionnel où l'on aurait donné le



Monique Adam

choix aux parents tout en laissant les enfants dans leurs quartiers. Apparemment, cela n'est pas souhaité pour quelque raison que ce soit. Ce qui nous a le plus dérangé, c'est la manière dont cela a été discuté et décidé. Ni le projet du Glen, ni le notre n'a été à l'ordre du jour de la commission scolaire.

Mais rien n'est encore joué?

M.A.: Certes. Mais à entendre Mme Loschetter, on a l'impression que la majorité communale a déjà pris sa décision. Il y a une autre chose avec laquelle nous ne sommes pas d'accord. On nous a demandé d'élaborer le projet. Une trentaine de personne s'y est attelé et a élaboré une ébauche des grilles horaires et des contenus. On nous a également demandé de tout concrétiser, mais nous n'allons pas le faire si de toute façon le projet n'est pas retenu. Il faut savoir que les personnes qui y participent le font dans leur temps libre et n'ont pas de décharge pour cela. Il n'est pas correct de faire travailler les gens pour leur dire par la suite que le projet ne va de toute façon pas aboutir. Nous voulons une réponse claire au plus tard en automne. Sans garantie que le projet reste envisageable, il est inutile que le Comité de cogestion continue à travailler dessus.

Le règlement communal prévoit que l'avis du Comité de cogestion doit être de-

mandé pour tout ce qui touche à l'école. Le conseil échevinal doit bien s'y tenir.

M.A.: En principe oui. Le problème, c'est que Mme Loschetter dit que le projet du Glen n'a rien à voir avec la commune parce que cette école dépendrait de l'Etat. Par contre, la ville dit qu'elle veut donner la priorité aux élèves de la capitale. Cette école recevra également un établissement, chose de plus en plus rare sur le territoire de la capitale. C'est un peu ambigu et l'interprétation est très "limite". Pour notre part, nous estimons que les enseignants de la ville de Luxembourg devraient aussi avoir la priorité d'y travailler. Il faut donc savoir jusqu'où la ville est impliquée.

L'enseignement secondaire est aussi en pleine réforme. Le SEW ne pense-t-il pas tout de même que le ministère va dans la bonne direction?

Guy Foetz: Il faut différencier. Nous ne sommes pas réfractaires aux réformes. D'un côté, nous sommes opposés à la manière dont ces réformes sont exécutées, d'autre part, nous sommes franchement opposés à certaines d'entre elles. De la part du Ministère de l'Education Nationale (MEN), tout se passe de manière chaotique et très autoritaire. Il n'y a pas de démarche scientifique. Je donne quelques exemples: les nouveaux critères de promotion ont été introduits l'année passée en août contre l'avis de tous les syndicats. Autre exemple: le projet de réforme du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique - le "Proci"- auquel le SEW s'était opposé à l'époque. Bien que ce projet n'ait pas été soumis à une évaluation digne de ce nom, le MEN s'apprête maintenant à le généraliser, et cela sans même consulter les syndicats. Troisième exemple: les institutions nouvellement créées telles que le "Neie Lycée", le Bac international au Lycée technique du centre ou le Lycée Schengen-Perl. On vide le système de son contenu tout en évitant une discussion préalable. Nous avons certainement besoin d'une Ganzdagsschoul, mais nous refusons que tous les modèles mis en place ou proposés

jusqu'à présent s'opposent au cadre pédagogique actuel de l'école publique. Quand j'entends le député vert Claude Adam rabâcher le slogan néolibéral que la concurrence stimule le marché, je me pose des questions. L'enseignement est-il un marché? La concurrence sur le soi-disant marché de l'éducation a-t-elle une conséquence positive ou plutôt négative?

Etes-vous d'avis que le système scolaire actuel a besoin d'une réforme fondamentale?

G.F.: Chaque méthode pédagogique doit avoir sa place, suivant le contexte dans lequel on l'applique. Il faut voir de quels moyens on dispose et ne pas surcharger la barque! Au ministère, il y a une équipe de personnes qui pense détenir la clé du savoir pédagogique et qui veut faire toutes sortes de réformes; il me semble que Mme Delvaux va aussi dans cette direction. Or ces réformes ne sont pas discutées publiquement et les enseignants ne sont ni motivés, ni préparés à les mettre en oeuvre. Il faut stopper ce qui est en train de se passer et rentrer dans une phase de discussion sur le fond et la forme.

Toutes ces discussions donnent l'impression que le SEW est un syndicat purement corporatiste. Le ministère vous aurait-il piégé au niveau de la communication?

M.A.: Peut-être. Le ministère peut évidemment se donner l'image de la modernité, de la volonté réformatrice et les syndicats seraient les dinosaures qui ne voudraient jamais rien changer. Mais la question, c'est de savoir ce que l'on peut véritablement changer. C'est à l'image de la discussion autour de la tâche de l'enseignant. On peut évidemment la réformer, mais il faut savoir ce qu'il en ressortira. Quand on réforme la tâche, il faut toujours avoir en tête que cela va changer quelque chose à la qualité du travail de l'enseignant. Enseigner devient de plus en plus complexe, il faut sans cesse développer de nouvelles méthodes. Nous ne sommes pas de simples animateurs.

La réforme de la tâche devrait donc passer par une augmentation des moyens?

G.F.: J'ai l'impression que le ministère panique. Pendant des décennies, l'école a souffert d'une mauvaise politique de recrutement des enseignants. Le MEN a fait appel aux chargés de cours et constate maintenant qu'il s'est dirigé vers une impasse dont il ne sait plus comment sortir. Finalement, les enseignants deviennent les boucs émissaires. Mais c'est le ministère et les hommes politiques qui ont été en charge du recrutement des enseignants du postprimaire au cours des décennies passées, qui sont responsables de cette situation! Le premier ministre lui-même se refusait de drainer plus de gens vers l'enseignement.

Mady Delvaux n'est quand même pas responsable de cette situation.

G.F.: Evidemment, elle n'est pas en poste au MEN depuis assez longtemps - bien qu'il faille noter qu'elle a été ministre auparavant. Par contre, la majorité des conseillers du ministère qui sont toujours en place se moquent de nous lorsque nous pointions du doigt ces problèmes il y a 10 ou 20 ans. Par ailleurs, on ne peut que déplorer que très peu d'efforts ont été faits par le passé pour donner une chance aux concitoyens étrangers dans le cadre de notre système scolaire, afin d'en faire accéder plus à des carrières académiques! Le corps enseignant est composé à une écrasante majorité de personnes dont la langue maternelle est le luxembour-



Guy Foetz

geois. En résumé: s'il faut que les enseignants travaillent plus, qu'on leur paie des heures supplémentaires.

M.A.: Mais la nouvelle ministre n'a pas non plus mis les bons accents. Elle n'a toujours pas aboli l'examen-concours.

Quand on pense au Glen ou au Neie Lycée, il y a une certaine cohérence idéologique qui puise dans Montessori, Freinet, dans la pédagogie réformatrice.

M.A.: Il y a plusieurs pédagogies réformatrices. Selon Freinet par exemple, l'apprentissage passe par le travail et pas seulement par le jeu. C'est en fait un peu dommage que l'on ne discute pas assez de pédagogie au Luxembourg. C'est ce que je reproche un peu à l'Université du Luxembourg. Il faudrait que les aspirants-enseignants puissent avoir un aperçu du développement historique de la pédagogie. Nous aurions be-

soin d'un débat scientifique. Le travail sur projet est certes très intéressant mais il demande énormément de travail et de préparation. Il faut aussi faire attention: certaines méthodes de travail à projet et de différenciation pédagogique peuvent, au lieu d'égaliser, produire exactement le contraire. Toute méthode d'enseignement présente ses avantages et ses faiblesses. Certains élèves peuvent mieux s'adapter aux cours magistraux tandis que d'autres seront plus réceptifs lors de projets et vice-versa. L'art et la difficulté d'enseigner, c'est justement de bien savoir doser en fonction des élèves.

C'est la première fois depuis la coalition LSAP-DP (de 1974 à 1979, ndlr) que les socialistes ont l'éducation nationale en main. On pourrait s'attendre à ce que les choses bougent.

G.F.: J'ai commencé ma "carrière" d'enseignant à cette époque. Les socialistes avaient un ministre et un secrétaire d'Etat pour l'éducation et ils nous expliquaient qu'à cause du nombre trop élevé d'enseignants, il fallait introduire un concours de recrutement. Trente ans plus tard, nous avons à nouveau un ministre socialiste qui se plaint de ne pas avoir assez d'enseignants. Je trouve cela bizarre. Cela ne dédouane pas pour autant le CSV. Mais les socialistes étaient tout de même présents dans des gouvernements suivants et ont appuyé cette politique.

Les vacances d'été approchent. Quel conseil donnez-vous à la ministre pour la rentrée?

M.A.: Qu'elle continue à faire des réformes. Mais il faut qu'elles soient réfléchies et sérieusement évaluées. Sa volonté de réformer la loi de 1912 est une bonne chose, qu'elle continue ainsi sans se laisser influencer par les tenants d'une étatisation, qui n'aboutira qu'à un grand chaos. Mais elle doit continuer sur sa lancée réformatrice telle qu'elle l'a entamée en début de mandat. Qu'elle prenne conscience que le métier d'enseignant devient de plus en plus difficile. C'est pourquoi nous avons besoin d'enseignants qui soient bien formés. Nous avons besoin de réformes, mais elles ne doivent pas aller dans tous les sens.

G.F.: Je m'associe à ce qui vient d'être dit. Je lui propose d'adopter la proposition de l'Intersyndicale sur les aspects qualitatifs de la tâche de l'enseignant et de pas en demander plus au niveau quantitatif. Car c'est la qualité de l'enseignement qui va en pâtir. Pas de réforme sans évaluation sérieuse d'un projet et il faut en tirer les bonnes leçons. Qu'elle laisse aussi tomber le style autoritaire. Elle doit clairement savoir que si elle veut des réformes, elle a besoin de forces qui les soutiennent. Et c'est pourquoi elle doit faire en sorte de gagner le corps enseignant à sa cause.

Entretien: David Wagner
(photos: Christian Mosar)